



CIBLE

Exemplarité

Panique en haut-lieu ! Après les attentats de janvier, des minutes de silence ont été perturbées dans les lycées, des élèves ont approuvé les terroristes et les théories du complot fleurissent dans les cours de récréation.

Comme les parents laxistes qui s'aperçoivent que leur progéniture a mal tourné, les dirigeants de gauche trouvent tout à coup le langage qui leur faisait horreur : il y aura des sanctions, on va enseigner les valeurs, on va faire preuve d'autorité ! Ce sont là de bien bonnes intentions mais il faudrait que François, Manuel, Najat et les autres commencent par se remettre en question.

Le succès du complotisme signale la crise de la légitimité politique et les actes de révolte ponctuent des carences fondamentales de l'autorité. Celles-ci ne seront pas comblées par des discours. Pour être respecté, il faut être digne de respect. Cela signifie que les hommes d'État doivent être exemplaires parce que c'est cette exemplarité qui leur permet de faire comprendre et accepter les actes d'autorité.

La « gouvernance » par le mensonge, sans plus croire à la France, conduit aux petites et aux grandes séditions.

Syriza

Espoir en Grèce

Reportage

Notre-Dame
des-Landes

p. 4

Europe

Destinées
turques

p. 6/7

Rédaction-administration

38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Exemplarité

P 2 : Islamisme - Lutter contre la radicalisation

P 3 : Front national - L'affaire Chaurade

P 3 : Écho des blogs : Injection massive

P 4 : Notre-Dame-des-Landes - Atterrissage forcé ?

P 5 : France - Aggionamento

P 5 : Brèves : Cambodge, Népal, Burundi, France, Arabie saoudite

6/7 : Turquie - Les Destinées turques

P 8 : Enquête - Les voix des cités

P 9 : Idées - L'islam rêvé (?) de Michel Houellebecq

P 10 : Littérature - Le gène du garde rouge

P 10 : Roman - Jeanne d'Arc au Puy-du-Fou

P 11 : Tulle - Mercredis de la NAR - Congrès de la NAR 2015

P 12 : Éditorial par Bertrand Renouvin

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Islamisme

Lutter contre la radicalisation

Nous ouvrons nos colonnes à l'un de nos militants. Ahmed Imzil est un fin connaisseur de la vie des quartiers. Fondateur en 1992 de l'AJAC (Association de la Jeunesse pour l'Action et la Culture), il rejoint en 1993 le réseau *Droit de Cité*, qui voulait réunir la France plurielle, en regroupant des personnes de diverses origines géographiques (grandes banlieues, centre-villes et campagne) mais aussi culturelles. *Droit de Cité* se voulait une passerelle. Ce témoignage sera composé de deux parties, la première étant consacrée à la radicalisation de la jeunesse en milieu carcéral.

C'est peu dire que la France souffre de ses prisons. La Justice a toujours été le parent pauvre de l'État et la politique pénitentiaire est plus pauvre encore. Régulièrement épinglées par la Cour européenne des Droits de l'Homme, le Parlement européen ou diverses associations, les prisons françaises passent à raison pour être parmi les pires au monde.

Nombreux sont les professionnels, psychiatres exerçant en prison et avocats, qui depuis longtemps tirent la sonnette d'alarme, sans résultats. Le cœur du problème vient des conditions de détention, tant au plan matériel (environ 65 000 détenus pour 40 000 places) qu'à celui de la déshumanisation dans les prisons. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, certaines prisons vétustes et matériellement inadaptées connaissent moins de problèmes que d'autres lieux plus modernes. C'est par exemple le cas de la prison de Muret, près de Toulouse, récente mais où la vie est bien plus difficile qu'en la vieille maison d'arrêt Saint-Michel, située en centre-ville où régnait encore une véritable humanité (désaffectée depuis 2009).

La plupart des prisonniers sont issus des classes les plus défavorisées de la population et vivre en prison coûte cher. Beaucoup des détenus étant soutenus de famille, leur incarcération entraîne la misère de familles entières. Qu'on le veuille ou non, la Justice en France s'apparente volontiers à une justice de classe, impitoyable envers les faibles. En outre, on trouve de nombreux incarcérés qui souffrent de pathologies mentales extrêmement graves et dont on se demande bien ce qu'ils font là. Tant que les contacts peuvent être maintenus avec les familles, les prisonniers peuvent tenir, sans cela, comme ce fut le cas des frères Kouachi, orphelins, toutes les dérives deviennent possibles.

Rappelons que le rôle de la Justice est de punir, d'amender et de réinsérer. Nul ne prétend que les comportements contraires à la loi ne doivent pas être punis, ce serait un non-sens absolu. Pour autant, la prison est-elle toujours le meilleur moyen ? Les alternatives sont pourtant nombreuses : semi-liberté, conditionnelle au tiers ou mi-peine, bracelet... La société veut se protéger mais le fait-elle lorsqu'elle fabrique

des enragés où la prison est l'école du crime ? Pourquoi le SPIP (Service de Probation et d'Insertion professionnelle) et les JAP (Juges d'Application des Peines) ont-ils si peu de moyens ? La réinsertion coûte cher mais elle est une nécessité, on ne peut laisser sortir un détenu sans se poser la question de ce qu'il va devenir une heure après.

Pour traiter spécifiquement de la radicalisation islamiste, comment se fait-il que les Espagnols ou les Italiens connaissent bien moins de problèmes que nous ? L'attentat contre la gare de Madrid a été l'élément déclencheur, l'un de ses auteurs sortait de prison et avait prévenu qu'il ferait une action d'éclat. Après l'attentat, le gouvernement espagnol en tira bien vite toutes les conséquences pour corriger efficacement sa politique pénitentiaire. En sommes nous donc incapables ? L'attrait de l'islam comme religion n'est pas pour grand chose dans la radicalisation en France. Elle fournit simplement un cadre, une forme de squelette intellectuel, à des individus perdus, privés de culture et de références. Avec une conscience politique un peu forte, on peut échapper à cela. Bien peu de jeunes en disposent et qui la leur donnerait ? Pensant pour certains n'avoir rien à perdre, ils sont recrutés par des filières chargées de fournir des combattants aux groupes islamistes militarisés. Une fois en Syrie ou en Irak, certains ouvrent les yeux mais sont promis à la mort en cas de désertion. Ils perdent de toutes façons et nous avec eux.

Les moyens manquent, cruellement, pour cesser de fabriquer des enragés en série. Les gardiens de prison et les personnels auxiliaires, les visiteurs et toutes les associations engagées dans les prisons font ce qu'ils peuvent avec pour toute récompense, bien souvent, le mépris des autorités.

Ahmed IMZIL

L'affaire Chauprade

Partisan du « choc des civilisations », Aymeric Chauprade n'est plus conseiller international de Marine Le Pen, qui l'a en outre démis de ses fonctions de chef de la délégation frontiste au Parlement européen. C'est une bonne nouvelle.

Dans un long texte publié le 21 août 2014, Aymeric Chauprade écrivait que la France, « est, avant tout, menacée par le remplacement de sa population historique par une population en majorité africaine et musulmane. » Contre ce prétendu « grand remplacement », il préconisait une « grande séparation » ainsi formulée : « *Ceux des musulmans sunnites qui s'assimileront choisiront d'intégrer l'héritage d'une France chrétienne, laïque et d'accepter que leurs compatriotes Juifs puissent aimer Israël comme eux-mêmes aiment la terre de leurs ancêtres, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie. Les autres (ils sont nombreux) qui font le choix de l'Oumma plutôt que de la France, qui voilent leur femme et leurs filles, qui adoptent la barbe salafiste, ceux-là n'ont vocation ni à être ni à rester Français.* ». Sans aucun égard pour la Déclaration des droits de l'homme, il se prononçait donc pour l'inversion des flux migratoires... C'était déborder sur sa droite Marine Le Pen, qui avait accueilli ce géopoliticien avec grande faveur puisqu'il avait dirigé la liste frontiste en Île-de-France.

Après les attentats de janvier, Aymeric Chauprade affirmait dans une vidéo postée le 15 janvier que « la France est en guerre contre des musulmans » car « une cinquième colonne puissante vit chez nous et peut, à tout moment, se retourner

contre nous » - la majorité des musulmans étant selon lui aussi pacifique que la majorité des Allemands avant 1933 !

La présidente du Front national a réagi rapidement, en déclarant qu'Aymeric Chauprade n'était plus son conseiller international, en interdisant la diffusion de la vidéo au sein du Front national puis en démettant le coupable de ses fonctions de chef de la délégation frontiste à Bruxelles. La réaction a été d'autant plus ferme que Marine Le Pen avait publié dans le *New York Times* du 18 janvier une tribune dans laquelle elle dénonçait l'amalgame entre le « fondamentalisme islamique » et la religion musulmane : « *Ce n'est pas servir nos compatriotes musulmans que d'entretenir les suspicions et les non-dits. Le terrorisme islamiste est le cancer de l'islam contre lequel ils doivent eux-mêmes lutter à nos côtés.* »

Le problème ne s'en trouve pas réglé pour autant. Aymeric Chauprade compte de nombreux partisans au sein du Front national et les sanctions prises à son encontre ont été fort mal vécues au sein de la tendance identitaire : au mépris de la discipline, Marion Maréchal-Le Pen a diffusé la vidéo interdite et continue de défendre la thèse du choc des civilisations que la présidente du Front trouve « terrible ». Cette bataille idéologique est à observer avec grande attention.

Annette DELRANCK

Injection massive

La Banque centrale européenne s'est décidée à faire un programme d'assouplissement quantitatif (QE), que la Réserve fédérale des États-Unis utilise depuis des années : l'opération consiste à injecter de l'argent dans l'économie par le système bancaire en rachetant des titres.

De fait, la BCE va acheter, de mars à septembre, des titres obligataires publics et privés pour un montant de 60 milliards d'euros par mois soit au total 1 140 milliards. Ceci pour éviter que la zone euro ne bascule dans la déflation.

Beaucoup d'observateurs se réjouissent de cette initiative et tressent des couronnes à Mario Draghi. Or les conditions dans lesquelles s'effectuera cet assouplissement quantitatif devraient inquiéter les partisans de la zone euro. Les structures des économies européennes sont très différentes de celles des États-Unis et le QE n'aura pas le même effet. Surtout, Jacques Sapir (1) appelle l'attention sur « la décision de limiter le mécanisme de solidarité devant les risques à 20 % des achats. Cela signifie que, pour 80 % de ces mêmes achats de titres, le risque devra être porté par la Banque Centrale du pays considéré. Or, le principe de mutualisation est à la base du fonctionnement de la zone Euro. Il faut aujourd'hui reconnaître que l'on a regressé vers la situation de 1999, c'est-à-dire au moment de la mise en place de la zone Euro, en matière de mutualisation. » Et de conclure : « Une possible interprétation des mesures prises par Mario Draghi est qu'elles représentent une action désespérée de la part d'une partie de la BCE qui, devant l'ampleur de la crise, cherche à tout prix à trouver une solution, ne serait-ce que provisoire. Mais, ce faisant, cette fraction de la BCE vient d'ouvrir la porte à une renationalisation de la po-

litique monétaire par les pays membres de la zone Euro. Il est probable que tel n'était pas le but recherché. Néanmoins, il deviendra de plus en plus difficile aux politiciens de la Zone Euro de prétendre que nous nous trouvons dans un système fédéral, alors que la politique monétaire redevient désormais nationale. Pour cette raison, et pour cette raison uniquement, il convient d'accueillir les mesures d'assouplissement monétaire annoncées par Mario Draghi avec une certaine satisfaction. »

Sur le site de *La Tribune* (2), Romaric Godin fait part de son scepticisme et note au fil de sa remarquable analyse que « ces liquidités déversées sur le marché ne trouveront à s'employer dans l'économie réelle que s'il existe une volonté d'investir. Et pour investir, il faut avoir de la visibilité sur les marchés. La baisse de l'euro ne résout pas l'atonie de la demande mondiale, ni celui de la demande intérieure européenne. D'autant que Mario Draghi a clairement dit que le QE n'était pas une incitation à « l'expansion budgétaire. » Mais sans vraie impulsion sur la demande, la demande de crédits restera faible et ces liquidités devront trouver un autre emploi, sur quelque marché spéculatif ou dans l'immobilier allemand par exemple... »

Jacques BLANGY

(1) <http://russeurope.hypotheses.org/3342>

(2) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/unions-europeenne/20150122trib10d21e099/bce-un-assouplissement-quantitatif-faute-de-mieux.html>

Atterrissage forcé?

Le projet d'aéroport du Grand Ouest subira-il le sort de celui du barrage de Sivens ? Ses avatars ne révèlent-ils pas des failles de notre pratique démocratique?

L'idée d'implanter un aéroport international au Nord Ouest de Nantes est née au début des années 60, dans le cadre de la création de métropoles d'équilibre et de la recherche d'un emplacement pour l'atterrissage du Concorde. Le site de Notre-Dame-des-Landes fut choisi pour sa situation et ses possibilités de desserte routière. Une forte opposition menée par les paysans-travailleurs et la crise pétrolière imposèrent la mise en sommeil du projet. Jospin le réveilla en 2000 pour « valoriser la dimension internationale et européenne des échanges de l'Ouest atlantique. »

Les arguments en faveur du projet sont listés sur les sites de la CCI de Nantes St-Nazaire, (1) de Vinci Airports (futur concessionnaire) (2) et de l'association Des Ailes pour l'Ouest. (3) Saturé, l'aéroport de Nantes Atlantique doit être remplacé par un nouvel aéroport qui sera une alternative à Paris pour les habitants du Grand Ouest. Il réduira les risques liés au survol de Nantes (Nantes Atlantique étant l'un des aéroports les plus dangereux) et l'exposition des riverains au bruit. Il sera le premier aéroport Haute Qualité Environnementale (HQE), divisant par 3 la consommation énergétique. Il libérera 600 hectares au Sud de Nantes permettant de construire 600 logements pour 1 500 personnes. 561 millions seront investis dans l'économie régionale et 3 500 emplois seront créés (de 4 à 500 emplois en phase d'exploitation).

Principale association d'opposants, l'ACIPA (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par

le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes) (4) réfute point par point ces arguments de manière très documentée. (2) Nantes et l'Ouest n'ont pas besoin d'un nouvel aéroport, « *projet pharaonique d'infrastructure dans la logique du plus grand, plus gros, plus vite, plus centralisateur.* » L'augmentation du nombre de passagers est due à l'implantation de compagnies de vols *low cost* qui



le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est coûteux pour la collectivité. Il est écologiquement destructeur alors que le site est un « *formidable réservoir de biodiversité et véritable château d'eau [...].* » Choisi il y a plus de 40 ans, il a été « *gardé par commodité parce qu'on y avait constitué une réserve foncière.* » « *Projet anachronique conçu avant les crises économiques et écologiques* », il ne sert que des intérêts financiers. Au-delà des arguments techniques, l'ACIPA prône un autre modèle de développement, dans l'esprit qui anime la Confédération paysanne ou les forums sociaux mondiaux.

Les manifestations violentes de 2012 ont conduit le gouvernement, comprenant des Verts hostiles au projet, à retarder le début des travaux. On doute aujourd'hui qu'ils ne commencent jamais. Le 18 décembre le Premier ministre

évoquait une ouverture du chantier mi-mai 2015. Mais le 5 janvier, le président Hollande déclarait que l'aéroport se ferait après épuisement de tous les recours. Annonce sournoise de l'enterrement d'un projet embarrassant à l'approche d'échéances électorales ? Il est vrai que l'évacuation de la ZAD nécessiterait l'intervention de l'armée, recours risqué après le drame de Sivens. Le président de la CCI de

Nantes St-Nazaire est convaincu que « *ce gouvernement n'aura pas le courage de lancer la construction de l'aéroport.* » Mais on peut aussi douter du courage d'un autre gouvernement en voyant des ténors de la droite botter en touche au motif qu'il s'agirait d'une question locale.

S'ils ont raison, les opposants doivent-ils avoir gain de cause ? Le président de la République a justement fait remarquer « *qu'il y a aussi la force du droit et la primauté de la volonté, non seulement de l'État mais aussi des élus et au-delà même des alternances politiques.* » Car il ne faut pas celer que les opposants ont perdu tous leurs recours ; que 103 millions ont été engagés pour les études ou l'indemnisation des propriétaires et exploitants expropriés (sur un coût total du projet estimé à 556 millions); que le maintien de l'ordre a coûté des millions d'euros ; que l'indemnisation de Vinci Aéroports s'élèverait à 2 milliards en cas d'abandon du projet.

On peut cependant s'étonner du recrutement par Vinci

Airports de l'ancien préfet de Loire-Atlantique et du conseiller technique du gouvernement ayant supervisé le projet ; du contrat « *extrêmement favorable à Vinci* », « *certainement rédigé par leurs experts plutôt que par de hauts fonctionnaires* » comme le souligne un professeur d'économie nantais. Et comment interpréter l'obstination de Jean-Marc Ayrault à soutenir ce projet quand un conseiller de Matignon note : « *Il n'existe aucun argument ultime pour justifier la faisabilité du projet.* » (5) A tout le moins peut-on se demander avec une fédération de sociétés d'ingénierie si « les processus de concertation permettent [ils] d'entériner un véritable processus démocratique ? »

À Notre-Dame-des-Landes la vie suit son cours. La gendarmerie locale se fait discrète. Quelques chicanes, quelques panneaux routiers barbouillés rappellent la violence des affrontements passés. Moins de 300 zadistes (les occupants de la « zone à défendre ») restent sur place. Bien loin de leur image de casseurs, ce sont des jeunes diplômés voulant une autre société, de jeunes agriculteurs sans terre réunis au sein du collectif COPAINS (Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'aéroport). Ils ont réoccupé et restauré des fermes mais ne vivent pas en communauté. « *Rien à voir avec le Larzac* » précise la permanente de l'ACIPA. En tous cas, 40 années sans construction ont préservé le dernier bocage de la région, avec des talus, des haies magnifiques et des prairies où atterrissent de grands échassiers blancs.

Laurent LAGADEC

(1) <http://nantesstnazaire.cci.fr/economie-et-territoire/decouvrir-les-projets-damenagement-de-votre-territoire/laeroport-du-grand>

(2) <http://www.nantes.futuraeroport.fr/>

(3) <http://www.desailespourloouest.fr/>

(4) <http://www.acipa-ndl.fr/>

(5) in Delphine Batho - « *Insoumise* », Grasset, 10/2014, 272 pages, prix franco : 18 €.

Aggiornamento

Donner une suite à la manifestation du 11 janvier en politique étrangère implique de réfléchir à nos priorités en fonction desquelles on pourra choisir nos alliances.

Le débat ne date pas d'aujourd'hui. On l'a eu après la guerre du Golfe, Alain Juppé étant ministre des Affaires étrangères (de Mitterrand). On le revit dans la foulée du 11 septembre. Cette fois il y a une différence de taille : le peuple dans la rue ! Une nouvelle politique ou une inflexion de notre politique, mais laquelle ? S'affrontent ici comme hier deux lignes : une ligne plus laïque et une ligne qui veut tenir compte du fait religieux. La conciliation nécessaire des deux dans une posture d'union nationale a imposé le terme choisi par l'ancien Premier ministre François Fillon : « *aggiornamento* ». En bref en termes conciliaires (ceux du pape Jean XXIII) : comment être à la fois au monde (religieux et non-religieux) et hors du monde (faire valoir l'exception culturelle française de la laïcité) ?

L'erreur serait de commencer par les alliances : faut-il plus de Russie et plus d'Iran comme le dit Fillon ? Mais ne nous arrêtons pas là : faut-il plus d'Iran et moins d'Arabie saoudite ? Faut-il plus d'Israël et moins de Palestine ? Faut-il plus d'Inde et moins de Pakistan ? Et s'il faut d'abord balayer devant notre porte, faut-il plus d'Europe et moins de communautarismes protégés par des cadres nationaux tirant en sens opposés ? Et pourquoi pas : faut-il plus de défense nationale et moins d'Otan ? Ou à chaque fois l'inverse qui se défend aussi dans d'autres sphères ?

Ce n'est pas ainsi que la question se pose. Car à toutes ces interrogations, il faut répondre par une autre question : pour

quoi faire ? Ce sont nos priorités qu'il faut recentrer et un projet international qu'il faut proposer.

Notre priorité est la lutte contre cette version du salafisme qui se décline en djihadisme (le terrorisme n'étant qu'un moyen et non une fin). À partir de là les actions doivent être clairement définies : d'abord en Europe, il faut commencer par trancher l'incertitude juridique entre liberté religieuse et laïcité. On ne pourra pas décliner les réformes que chaque pays doit entreprendre pour trouver un terrain d'entente avec ses voisins sans un revirement de la jurisprudence de la Cour européenne de Justice. Le but, comme l'ont bien démontré la présence et les déclarations du Premier ministre britannique David Cameron à Paris le 11 janvier et que la pression du mouvement Pegida (1) sur la chancelière allemande Angela Merkel devrait l'obliger à adopter, est d'introduire la laïcité comme une « *idée neuve en Europe* » dans les pays qui ont laissé se développer un modèle communautariste à base ethnico-religieuse. (2)

Hors d'Europe, **la priorité numéro un** doit être de faire cesser la guerre en Syrie, « *par tous les moyens même légaux.* » Des spécialistes l'ont bien dit : cette guerre n'est pas notre guerre d'Espagne et les djihadistes étrangers nos brigades internationales. (3) Il ne s'agit pas en premier lieu de lutter contre Daïsh, mais de taire à la source l'appel aux enfants perdus des sociétés occidentales à « *prendre le turban* ».

Priorité numéro un bis : le Maghreb, notre étranger le plus

proche, avec comme premier objectif : trouver un règlement politique en Libye. Et au-delà des non-dits veiller attentivement et intelligemment à la succession algérienne et à notre coopération.

Le projet international de la France en 2015 est la préparation de la grande conférence sur le climat au Bourget en décembre. Soit. Il n'empêche qu'il faut ressortir des cartons et mettre sur la table dans le grand salon de la Paix au Quai d'Orsay le projet imaginé dans la suite du 11 septembre, il y a plus de dix ans, d'une grande négociation de paix analogue à ce que fut la paix de Westphalie après la guerre de Trente ans, cette guerre de religions s'était conclue par l'intégration d'États catholiques et d'États protestants dans un nouveau système de relations internationales succédant à la Chrétienté et sous le régime duquel nous vivons encore aujourd'hui n'en déplaise à certains auteurs de science-fiction qui n'ont cessé de gloser sur son dépassement. Aujourd'hui, il s'agirait d'étendre l'esprit de Westphalie aux États nouveaux et de négocier - ce qui n'a jamais été fait depuis la décolonisation - la place et le statut d'États islamiques dans un système international qui serait authentiquement laïc.

Yves LA MARCK

(1) Patriotes Européens contre l'Islamisation de l'Occident.

(2) Ce qui supposerait en contrepartie quelques évolutions en France même.

(3) Paul Preston, *Le Monde* 7/8 décembre 2014.

Brèves

Cambodge

Le 19 janvier : Le prince **Norodom Ranariddh** a été élu nouveau leader du FUNCINPEC lors d'un congrès qui a rassemblé 2 200 membres du mouvement royaliste. Sa demi-sœur, la princesse **Arunrasmy**, vice-présidente, a déclaré que le retour du Prince à la tête du mouvement permettrait l'unité du parti dans la ligne politique nationale et monarchiste du défunt roi Sihanouk.

Népal

Le 19-22 janvier : Le Rastriya Prajatantra Party-Nepal, parti monarchiste du Népal a organisé une manifestation dans la capitale Katmandou et tenté d'envahir le parlement alors que le pays se retrouve sans Constitution. Le RPPN réclame la restauration immédiate du souverain déposé en 2008 et la transformation du pays en État hindou.

Burundi

Le 20 janvier : Alors que l'affaire est de nouveau jugée au tribunal de Genève, la princesse **Esther Kamatari** a réaffirmé sa position de ne pas voir le corps de l'ancien souverain **Mwambutsa IV** revenir dans son pays. Elle a également démenti les rumeurs sur sa possible participation à l'élection présidentielle du Burundi cette année.

France

Le 21 janvier : 222^e commémoration de la mort du roi **Louis XVI**. Chaque année, les mouvements et associations royalistes se retrouvent autour du comte de Paris **Henri d'Orléans** à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. Plus de 200 personnes étaient présentes autour du Prince.

Arabie saoudite

Le 23 janvier : décès du roi **Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud** au pouvoir depuis 2005. Occupant les fonctions de régent depuis 1995, il avait succédé à son frère le roi **Fahd**. Son règne a été marqué par une profonde réforme de la loi électorale permettant aux femmes de son pays d'obtenir le droit de vote aux élections municipales. C'est son frère **Salmane**, âgé de 79 ans qui lui succède sur le trône. Le nouveau prince héritier est le prince **Moqren**.

Frédéric de NATAL

Les destinées turques

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques et juriste, écrivain, rédactrice en chef adjointe à l'hebdomadaire « Jeune Afrique », spécialiste de la Turquie, Joséphine Dedet évoque la politique intérieure de la Turquie, ainsi que les profondes tensions qui marquent la société turque.

Royaliste : Comment l'AKP et Recep Tayyip Erdoğan réussissent-ils à rester au pouvoir et à remporter de tels succès électoraux ?

Joséphine Dedet : L'AKP (Parti de la Justice et du Développement) est au pouvoir depuis novembre 2002 et a amélioré ses résultats d'élection en élection avec un pic aux législatives de 2011, où il a recueilli près de 50 %.

Au début des années 2000, c'était un parti nouveau dans le paysage politique puisqu'il a été créé en août 2001 alors que la Turquie était dirigée par une coalition hétéroclite : un parti de centre-gauche, un parti ultra-nationaliste et un parti de centre-droit. Ces différentes formations n'avaient pas de positions communes - notamment sur la question de l'adhésion à l'Union européenne. Le pays était de surcroît frappé par une grave crise économique - qui a nécessité l'intervention du FMI en 2000 - et souffrait d'une corruption endémique.

Or justement, l'AKP, dont le nom « ak » signifie « blanc, propre », s'est créé sous le signe de la lutte anticorruption. C'est un parti qui est issu, au sein de l'islam politique turc, d'une scission entre une aile

dule et une aile modérée incarnée par Recep Tayyip Erdoğan. Celui-ci a compris que l'islamisme pur et dur ne pourrait avoir raison de l'armée, kémaliste et rigoureusement laïque, qui, en 1997, avait renversé son mentor, le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan. Un putsch qualifié de « coup d'État postmoderne » puisque l'armée, sans sortir les chars, avait forcé le Premier ministre à signer son décret de démission.

Erdoğan a donc fondé un parti qui ne s'est pas défini comme islamiste mais comme « démocrate-musulman ». Les États-Unis et l'Union européenne se sont enthousiasmés et ont comparé l'AKP à la Démocratie chrétienne italienne, d'autant qu'Erdoğan se disait pro-européen et résolu à promouvoir les libertés publiques.

Depuis 2002, l'AKP dispose d'une majorité suffisante pour gouverner seul - ce qui satisfait globalement une population lassée par des années d'instabilité. Très vite, il est devenu un parti attrape-tout, attirant des transfuges du centre-droit et d'anciens gauchistes - notamment des intellectuels maoïstes qui crient aujourd'hui qu'ils ont été dupés.

Autre raison de son succès : depuis Mustafa Kemal, le système politique fonctionnait sur l'exclusion de certains groupes - les Kurdes, les Alévis, etc. - et une grande partie de la population restait à l'écart. Pour schématiser, une minorité (20 % de la population) constituait une élite laïque, occidentalisée, qui tenait tous les rouages de l'État. Tous ceux qui étaient marginalisés, exclus des emplois publics (comme les femmes voilées) et n'avaient aucune chance de sortir de la pauvreté, ont trouvé dans l'AKP l'expression de leur revanche. Conservatrice et pieuse, la population anatolienne, qui s'est embourgeoisée et considérablement enrichie entretemps, se reconnaît dans l'AKP. Elle se sent à l'aise avec des leaders qui ne sont pas des intellectuels, ne parlent généralement pas de langues étrangères, ne connaissent pas ou peu l'étranger.

Le succès de l'AKP s'explique aussi par la faiblesse de l'opposition. Le vieux parti kémaliste, le CHP, sclérosé, cache son ultra-nationalisme sous une étiquette de centre gauche. Le MHP d'extrême droite progresse sur le plan électoral, mais demeure une force d'appoint. Grâce au charisme de son

dirigeant, Selahattin Demirtaş, qui a recueilli près de 10 % à la présidentielle de 2014, le HDP pro-kurde a conquis des voix au-delà de son électorat traditionnel - celles des libéraux et des différentes minorités -, mais reste prisonnier de son identité kurde.

Royaliste : Le gouvernement a cependant affronté trois crises très graves ?

Joséphine Dedet : Il y a d'abord eu le mouvement de contestation de Gezi, en mai-juin 2013, qui a touché la quasi totalité des villes. Un mouvement sans précédent dans l'histoire de la Turquie : 4 millions de personnes sont descendues dans la rue, ce qui est un signe fort dans un pays marqué par des coups d'État et par des milliers d'assassinats politiques non élucidés.

Puis, une grave affaire de corruption, révélée en décembre 2013, a éclaboussé Erdoğan (alors Premier ministre), l'un de ses fils et quatre ministres, qui ont dû démissionner. Ce scandale a été étouffé : il n'y a eu ni enquête parlementaire ni suites judiciaires.

Enfin, en mai 2014, l'accident de la mine de Soma (310 morts) a traumatisé la Turquie. Aucune mesure élémentaire de sécurité n'avait été prise, les avertissements lancés n'avaient pas été écoutés. Le propriétaire de la mine passe pour un proche de l'AKP - dont les militants dis-

tribuent des sacs de charbon aux familles nécessiteuses en période électorale...

Royaliste : La Turquie est-elle en train de connaître une dérive autoritaire ?

Joséphine Dedet : Deux thèses s'affrontent. **Le camp laïc** affirme que l'AKP est un parti de loups déguisés en moutons, qui attendaient le moment favorable à la mise en œuvre de leur agenda caché. **D'autres** soutiennent qu'à ses débuts l'AKP a gouverné selon un objectif démocratique et européen - et de fait il a entrepris des réformes en ce sens -, mais que ses dirigeants ont ensuite succombé à l'ivresse du pouvoir. **Pour ma part**, je penchais pour la première hypothèse depuis 2002 et, sans croire un instant à la sincérité d'Erdoğan, je me demandais s'il parviendrait à ses fins face à une armée très puissante, qui avait perpétré quatre coups d'État entre 1960 et 1997, et qui a tenté de récidiver entre 2004 et 2007. Face à cette armée, face à l'establishment laïc, solidement implanté dans la magistrature, au Conseil d'État, à la Cour constitutionnelle, face à un président de la République qui refusait de signer certains décrets, l'AKP ne parvenait pas à appliquer le programme qui pouvait satisfaire sa base conservatrice et pieuse - par exemple la légalisation du port du voile à l'université.

Cependant, l'AKP a réussi à faire élire un président de son bord (Abdullah Gül) en 2007 malgré une vive opposition de l'armée, et c'est à partir de ce moment que les militaires ont commencé à plier. De grands procès ont été engagés contre « l'État profond », c'est-à-dire contre une agrégation de différents groupes (armée, establishment laïc, personnalités chargées d'influencer l'opinion, hommes de main...) Ces procès ont abouti à l'arrestation

de trois cents hauts gradés - y compris le chef d'État-major -, convaincus de tentatives de coup d'État. Des journalistes et d'autres personnalités qui servaient de relais d'opinion aux militaires pour créer un climat de tension ont également été arrêtés. Très habilement, Erdoğan a desserré l'étau et poussé peu à peu l'armée hors du jeu politique. Pour organiser ces procès, il a eu besoin d'un allié, Fethullah Gülen, un célèbre imam en exil aux États-Unis, qui est à la tête d'une confrérie d'inspiration soufie incarnant un islam plus souple, pro-américain et pro-israélien. Cette alliance s'est révélée très utile, la confrérie Gülen ayant, au fil des ans, infiltré l'État, notamment la police et la magistrature. Après leur victoire commune, l'AKP et la confrérie Gülen se sont retournés l'un contre l'autre. Depuis 2013, ils se livrent au grand jour une guerre fratricide et sans merci.

Royaliste : Quelles ont été les étapes de cette marche vers l'autoritarisme ?

Joséphine Dedet : Trois scrutins récents ont conforté le pouvoir de l'AKP : le référendum constitutionnel de 2010, les législatives de 2011 et l'élection d'Erdoğan (jusque-là Premier ministre) à la présidence de la République, en août 2014. Depuis lors, les dirigeants ont les mains libres.

Aujourd'hui, les atteintes à la liberté de la presse sont nombreuses : la Turquie est, avec la Chine et l'Érythrée, l'un des pays qui compte le plus de journalistes en prison. Certains,

notamment les journalistes femmes, sont menacés et font l'objet de campagnes de dénigrement, volontiers sexistes, sur les réseaux sociaux.

La censure s'exerce également contre Twitter et YouTube dans les moments de tension, et une loi permet de bloquer des sites à tout moment sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire. Après les manifestations de Gezi, le gouvernement a conçu un projet de loi qui durcit les conditions de la garde à vue, autorise les policiers à traquer jusqu'à leur domicile



les manifestants présumés et qualifie les cocktails Molotov d'armes de guerre. La répression a donc de beaux jours devant elle. Déjà, le mouvement de Gezi avait entraîné la mort de huit personnes, onze ont été éborgnées et 8 000

à 10 000 blessées. Plus de 5 500 personnes sont en procès ou menacées de procès pour avoir manifesté à l'été 2013 - y compris des médecins qui portaient secours à des blessés. Lors du premier anniversaire de la révolte, le gouvernement a déployé à Istanbul 25 000 policiers et 50 canons à eau pour bloquer l'accès à la place Taksim.

Les mesures d'inspiration islamiste se multiplient : restrictions à la consommation d'alcool, autorisation du port du voile dans les administrations, les universités et même pour les écolières dès l'âge de dix ans... Tout ceci s'accompagne d'un discours moralisateur : Erdoğan s'est ainsi insurgé contre la mixité des dortoirs à l'université, un vice-Premier

ministre a déclaré qu'il n'était pas décent que les femmes rient en public, le recours à l'avortement est devenu quasi impossible, les couples sont sommés de faire trois enfants et on conseille aux femmes de rester à la maison plutôt que d'aller travailler.

Royaliste : Les défenseurs de l'environnement sont également inquiets ?

Joséphine Dedet : Les dirigeants de l'AKP sont les rois du béton, qui est source de corruption. Supermarchés ou gratte-ciel défigurent des sites archéologiques ou naturels, y compris la ville d'Istanbul. Erdoğan s'est fait construire un immense palais qui a coûté 600 millions de dollars. Et on détruit 7 000 hectares de forêt pour bâtir le troisième aéroport d'Istanbul. Des associations de protection de l'environnement se battent tous les jours pour lutter contre cette folie des grandeurs.

À ces désastres s'ajoutent les 12 000 accidents du travail survenus depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Ils résultent souvent d'un laxisme criminel, sur fond d'affairisme effréné, et placent la Turquie au troisième rang mondial derrière la Chine et le Mexique.

Royaliste : Le bilan de l'AKP est-il totalement négatif ?

Joséphine Dedet : Il y a deux points positifs : un spectaculaire essor économique et les négociations de paix engagées depuis deux ans avec les Kurdes.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Joséphine Dedet – « *Géraldine, reine des Albanais* », rééditée par Belfond, 02/2012, 360 pages, prix public : 21 €.

« *Roxane l'Éblouissante* », NiL, 04/2001, 288 pages, prix public : 20 €.

Traduit en cinq langues :

« *L'homme que vous aimerez haïr* », Belfond, 11/2010, 264 pages, prix public : 21 €.

Les voix des cités

Observateur très avisé des banlieues françaises, fin connaisseur de l'islam et de l'islamisme, Gilles Kepel s'interroge ⁽¹⁾ sur les itinéraires et les ambitions des candidats issus de l'immigration aux législatives de 2012.

Peu connu, le fait est hautement significatif : aux élections législatives de juin 2012, pour la première fois depuis la fin de l'époque coloniale, près de quatre cents candidats issus de l'immigration se sont présentés aux suffrages de leurs concitoyens et six sont aujourd'hui députés. Des députés de la Nation chargés de légiférer pour l'ensemble de la collectivité nationale - et non des délégués de communautés, de quartiers, de régions spécifiques... C'est là une bonne nouvelle pour la République française et peut-être l'esquisse d'une promesse de renouvellement en profondeur de ses élites.

À la satisfaction éprouvée, s'ajoute un étonnement qui grandit au fil des pages. Dieu, si l'on peut dire, que la France est compliquée ! Comme l'étonnement est le premier moment de la science, il faut suivre Gilles Kepel dans son enquête, construite à partir d'entretiens réalisés avec des hommes et des femmes qui furent candidats à Roubaix et à Marseille - deux villes qui expriment de manière particulièrement violente la crise nationale. Celle du nord, qui évoquait naguère la vitalité industrielle, est devenue la ville la plus pauvre de France. Celle du sud ne fait plus surgir l'image d'un grand port mais celle, dégradée, de la corruption et des quartiers livrés aux marchands de drogue. Dans les deux cités, la présence musulmane est manifeste et le Front national prospère.

Ces réalités connues recourent, chez les candidats de juin 2012, des stratégies complexes - ni communautaires, ni tout à fait républicaines en ce sens que l'intérêt général n'est pas toujours le souci primordial. Il y a en effet beaucoup de « petits candidats » qui se présentent pour négocier ultérieurement leurs voix et qui se sont parfaitement intégrés avec leurs électeurs plus ou moins communautaires dans le clientélisme marseillais. Quant aux éligibles et aux élus, ils se trouvent dans tous les partis. À Marseille, Karim Zéribi, que nous avons connu chevènementiste, est encarté chez les Verts, Samia

Ghali est sénateur socialiste, Salim Laïbi milite pour Dieudonné et Alain Soral, Omar Djellil est un ancien de SOS Racisme qui confesse volontiers sa foi musulmane et un patriotisme qui l'a conduit au Front national. À Roubaix, Slimane Tir a été candidat PS-EELV en 2012 alors que Salima Saa portait les couleurs de l'UMP, Farah Gouasmi se réclame de l'antisionisme et Rachid Rizoug, qui multiplie les campagnes électorales, a été socialiste puis chevènementiste avant de devenir candidat indépendant classé parmi les Divers droite.

Dans le verbatim des conversations enregistrées par Gilles Kepel avec ces candidats, on a le plaisir de trouver nombre d'analyses lucides et plu-

sieurs expressions d'une solide conscience politique. Slimane Tir explique fort bien comment « *les mécanismes claniques deviennent des systèmes d'alimentation du populisme, qui n'en est qu'une conséquence.* » Salima Saa rappelle que « *Roubaix a bénéficié d'énormément de subventions de l'État, qui ont beaucoup contribué à améliorer l'urbanisme [...]. Mais au niveau économique, il n'y a rien eu, rien. Toutes les entreprises sont parties.* » Et le frontiste Omar Djellil raconte :



« *Une fois, on m'a posé la question : « Est-ce que tu aimes la France ? » J'ai répondu : « Pour que j'aime la France, il faudrait que la France me fasse sentir qu'elle m'aime ! » La France d'aujourd'hui ne peut pas me donner ce sentiment d'appartenance, mais le Front national, si.* » Et pourtant, à Marseille, le patron du Front national se range parmi les « identitaires » auxquels s'opposent les citoyens qui, comme Omar Djellil, sont au Front par patriotisme et parce qu'ils ont été abandonnés par les gouvernements oligarchiques tandis que Samia Ghali s'indigne : « *Aujourd'hui, les « dealers » font du social ! Ils donnent pour la mosquée, pour les fêtes. Ils organisent parfois eux-mêmes des fêtes de quartier. Ils ont remplacé les services publics...* »

Grâce à Gilles Kepel nous échappons au cliché médiatique et aux généralisations hâtive-

ment induites de quelques cas particuliers : c'est le premier service qu'il nous rend. Le second est de situer les voix des cités dans l'histoire sociale et politique des quartiers qu'il a visités.

Les candidatures de citoyens issus de l'immigration s'inscrivent dans des évolutions complexes : fidélité au FLN de la vieille génération algérienne dans laquelle il faut distinguer divers groupes, réintégration dans la nationalité française de leurs enfants nés en Algérie avant 1962, naissance d'une classe moyenne de Français issus de l'immigration, crise économique et développement de l'économie de la drogue, émeutes urbaines de 2005, entrée en politique des enfants d'immigrés à partir de 2007, évolution de l'islam et de la perception de l'islam... Gilles Kepel distingue trois âges :

L'âge des darons (1962-1989), celui d'une génération de travailleurs immigrés sédentarisés qui demandent des mosquées que souvent on leur refuse.

L'âge des Frères et des blédards (1989-2004) marquée par l'affaire du foulard et la loi prohibant les signes religieux ostentatoires à l'école, par la création de l'UOIF, mouvement soutenu par des Frères musulmans dont le télégénique Tariq Ramadan et par le philoqatarien Nicolas Sarkozy.

Le troisième âge, qui n'est pas terminé, se caractérise par le développement du commerce hallal, la perte d'influence des Frères musulmans, « la croissance exponentielle du salafisme » qui diffuse le wahhabisme saoudien et par l'émergence de la mouvance islamo-gauchiste, farouchement « antisioniste », de Dieudonné-Soral. L'âge de la radicalisation et aussi celui des recompositions étranges.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gilles Kepel – « *Passion française. Les voix des cités* », Coll. Témoins Gallimard, 04/2014, prix public : 18,90 €.

L'islam rêvé (?) de Michel Houellebecq

Dans cette chronique, j'ai marqué mon intérêt pour Michel Houellebecq, dès la publication des *Particules élémentaires* (1998). Il ne s'est jamais démenti, en dépit de tout ce qui peut m'être contraire chez cet écrivain tourmenté.

Le regretté Bernard Maris, sauvagement assassiné avec ses compagnons de *Charlie Hebdo*, avait discerné dans son singulier *Houellebecq économiste* (Flammarion) en quoi l'intéressé avait perçu ou plutôt percé notre époque avec un génie propre à en révéler la nature véritable. Son dernier article de *Charlie* rendait compte d'ailleurs du nouveau roman du phénomène, qui, avant même sa parution, avait provoqué l'émoi du Tout Paris. Ne s'agissait-il pas d'une belle provocation que d'imaginer la victoire électorale d'un parti musulman, avec un président Ben Abbes succédant à François Hollande au palais de l'Élysée ? Alors que la question de l'islam est omniprésente dans le débat politique, n'était-ce pas mettre de l'huile sur le feu que de projeter l'image d'une république islamisée, alors que le combat antiraciste consiste à défendre, becs et ongles, l'idée d'un islam en quelque sorte républicanisé, après que la laïcité l'ait fait rentrer dans les clous de la modernité occidentale ? Houellebecq, déjà gravement suspect d'islamophobie pour des propos antérieurs, aurait donc bravé toutes les censures morales, avec sa fiction incorrecte !

La difficulté, c'est qu'il n'y a dans *Soumission* aucune invective contre la religion et la civilisation musulmanes. Au contraire ! Le roman s'applique à nous les dépeindre sous les couleurs les plus chatoyantes. Il compte aussi un plaidoyer très construit en leur faveur, prononcé par un intellectuel des plus raffinés, du nom de Robert Rediger. Ce discours devrait être analysé pour lui-même, car il n'est nullement désinvolte. Il a été mûrement élaboré et se rapporte à un conflit qui est au cœur même de l'histoire de la pensée, une histoire qui est étroitement liée à l'histoire des grands courants religieux et qui se trouve réactualisée par des enjeux tout à fait contemporains. C'est ainsi que Nietzsche est invité à reprendre son procès contre le christianisme et que ce procès renvoie au destin d'une civilisation qui se délite implacablement. Cela signifie que l'abandon du christianisme au profit de l'islam n'est pas un accident mais se justifie par une sorte de jugement dernier qui porte condamnation du monde ancien qui est le nôtre.

Bien sûr, la critique a été prompte à débusquer derrière Rediger, le philosophe Robert Redeker, qui vit toujours caché et protégé à cause d'une fatwa que lui a value un article déjà ancien du Figaro ! C'est une provocation de plus, qui s'insère dans un récit qui a la saveur d'un conte voltairien. L'ennemi farouche s'est donc transformé en converti de la religion qu'il exérait, désormais apologiste convaincant de sa nouvelle foi et même ministre d'un gouvernement dirigé par François Bayrou... Cela est évidemment « hénaurme », mais l'hénaurmité dans le conte s'énonce sous le mode le plus neutre qui soit. La classe politique dans son ensemble a accepté l'alliance avec le parti musulman, pour empêcher Marine le Pen de ramasser la mise. Tout se passe dans un climat apaisé, à mille lieux des menaces et des horreurs d'un régime terroriste. Le président se veut consensuel et Bayrou lui convient, comme humaniste, pacificateur du dialogue interreligieux : « C'est exactement ce dont a besoin Ben Abbes, qui souhaite avant tout incarner un nouvel humanisme, présenter l'is-

lam comme la forme achevée d'un humanisme nouveau, réunificateur, et qui est d'ailleurs parfaitement sincère lorsqu'il proclame son respect pour les trois religions du Livre. »

Le consensus politique, et même œcuménique, est pourtant obtenu au prix de la plus lourde des concessions. Ben Abbes a exigé l'islamisation totale de l'Éducation nationale. Et c'est là la véritable provocation houellebecquienne. La révolution qui n'a pas eu lieu sur le terrain institutionnel se produit sur le terrain intellectuel et spirituel. C'est la laïcité qui a été sacrifiée, sans coup férir, ce qui signifie qu'en semblant se fondre dans le cadre républicain, c'est l'islam qui a conquis l'ensemble du terrain, en s'affirmant comme civilisation, et non comme religion apte à entrer dans le concert commun.

L'auteur cite l'ayatollah Khomeyni : « Si l'islam n'est pas politique, il n'est rien. » En d'autres termes, la conquête politique peut se produire le plus légalement du monde, elle s'accompagne forcément d'une conquête spirituelle, car il est impossible de dissocier religion et civilisation, l'islam consistant d'abord dans une loi qui étend son empire sur tout le domaine temporel. La dissociation est inconcevable. Elle se paie, pour l'Occident, au prix d'une véritable apostasie. Et c'est cette dernière qui est le véritable objet d'investigation du livre. Si Houellebecq a choisi de mettre son récit à la première personne, en faisant parler un universitaire, spécialiste de Joris-Karl Huysmans, ce n'est pas uniquement en raison de son amour de la littérature française. C'est parce que la partie se joue dans cette option sur l'absolu que constitue la littérature. Et Huysmans n'a pas été sélectionné au hasard. Le romancier naturaliste, proche de Zola, s'est signalé à la fin du XIX^e siècle, par une conversion au catholicisme, qui en annonce d'ailleurs d'autres, à ce moment tournant où le dix-neuvièmisme souffre de ses étroitesse mentales. Mais si l'on se fie aux stades de Kierkegaard, la démarche de Huysmans s'est signalée par son exclusivisme esthétisant, qui n'atteint jamais vraiment le stade religieux auquel est parvenu son contemporain capital, le terrible Léon Bloy. Léon Bloy qui est nommé explicitement par Houellebecq, mais pas dans les meilleurs termes. Ne serait-il pas la figure même du *catholique mauvais dont la foi et l'enthousiasme ne s'exaltent vraiment que lorsqu'il peut considérer ses interlocuteurs comme damnés*. La formule est admirablement vacharde et ne correspond qu'en partie au caractère de ce personnage impossible et sublime.

Mais si le héros de *Soumission* avait été bloyen plutôt que huysmansien, il n'aurait sûrement pas subi la séduction fatale qui l'a conduit, par pur confort et satisfaction esthétique, à devenir on n'ose dire un bon musulman. Il faudrait plutôt évoquer une soumission satisfaite au nouvel ordre établi qui ne manque pas d'arguments pour ce genre de client. Sacré Houellebecq ! Il est aussi l'homme des surprises, des clins d'œil inattendus. Son naturalisme à lui est aussi des plus trompeurs. Un dialogue souterrain peut s'établir en marge du texte et ouvrir à de singuliers horizons. Pour moi, il s'est prolongé par la lecture du journal de Philippe Muray, (1) qui, enfin vient de paraître, et où j'ai trouvé, entre autres, un extraordinaire parcours bloyen, celui qui aurait détourné précisément l'universitaire surgi de la tête du romancier de son apostasie esthétique.

Gérard LECLERC

Michel Houellebecq – « *Soumission* », Coll. Littérature française Flammarion, 01/2015, prix public : 21 €.

(1) Philippe Muray – « *Ultima necat I - Journal intime 1978-1985* », Coll. Romans, Essais, Poésie, Documents Les Belles Lettres, 626 pages, 01/2015, prix public : 35 €.



Le gène du garde rouge

Après *Lapins*, lapins qui dépeignait l'Enfer contemporain, le poète milliardaire Luo Ying s'extrait de tous les tabous politiques de la Chine et nous livre un nouveau recueil, peinture d'un destin ordinaire au cours de la grande Révolution culturelle chinoise.

« **L'** Histoire est corrompue, jamais il ne faut lui faire confiance. » (1)

Voilà un vers qui peut résumer *Le gène du garde rouge* (2) de Luo Ying. Ces « souvenirs de la Révolution culturelle » sont le premier témoignage poétique à être écrit sur cette période. L'auteur y est impitoyable.

D'une lucidité éclatante, les vers scandés marquent la réalité du conflit et de son bilan. Luo Ying n'était qu'un enfant quand son père déclaré ennemi du peuple est mort, devenu mendiant, puis garde rouge méprisé, sa jeunesse ne fut que frustrations et brimades. La poésie donne un écho très particulier à toute cette violence dont il fut tour à tour auteur et victime. Luo Ying est aujourd'hui sur la liste Forbes mais ce qui pourrait être vécu comme une revanche sur ses origines modestes est en fait source d'une grande souffrance.

Il semblerait que devenir un garde rouge, plus qu'une réponse à un problème idéologique était un instinct de survie, devenir bourreau pour ne pas finir victime. L'auteur reconnaît malgré tout une certaine part de sadisme en lui, un côté sombre que les événements ont amplifié, auquel ils ont donné corps. Les meurtres, la torture, les viols étaient commis par des gens ordinaires. Le poète rejette toutefois le fatalisme et reconnaît qu'il y avait aussi des héros, des gens tout aussi ordinaires que lui. Ce recueil est un hommage à tous ces Chinois, bons et mauvais qui ont souffert.

Il faut savoir qu'à l'heure actuelle en Chine, des groupes politiques souhaitent voir une seconde grande révolution culturelle. Luo Ying parvient à une conclusion : alors que la grande Révolution culturelle a vu une classe sociale humiliée, détruite, ruinée et a permis l'établissement de nouvelles fortunes, la création de grosses entreprises puissantes. Tout recommence encore et encore et la douleur n'engendre à la fin aucun progrès. Ce n'est que l'établissement d'une nouvelle classe riche dirigeante et une nouvelle classe pauvre opprimée. Peu importe les progrès techniques et scientifiques qui ont été effectués entre temps, on observe la même souffrance, les mêmes inégalités, la même violence.

Une lecture qui mêle en toute délicatesse la beauté des mots et l'atrocité du Mal.

Mathilde VELLINY

(1) « *Les fugitifs corrompus* ».

(2) Luo Ying – « *Le gène du garde rouge. Souvenirs de la Révolution culturelle* », trad. du chinois par Martine de Clercq et Shuang Xu, préface de Pierre Darras, HS Littérature, Poète chinois, Gallimard, 01/2015, prix public : 20 €.



Jeanne d'Arc au Puy-du-Fou

Après de Charette et Saint Louis, Philippe de Villiers sort le troisième volet de sa trilogie historique. Cette fois-ci, c'est de Jeanne d'Arc dont il s'agit.

De Villiers rejoint ainsi la lignée des biographies de la Pucelle. Dès lors, la question se pose : que vaut cette contribution ? Relevons d'abord deux bizarreries, la forme romanesque et la confusion entretenue entre histoire et adaptation d'une part, le choix de la première personne d'autre part. **Sur le premier point**, soyons clair, il ne s'agit pas d'un livre d'histoire. Cette fiction johannique ne fait qu'exploiter un filon en or pour un écrivain en mal d'inspiration. Avec ce sujet, tout est servi, une trame extraordinaire, des personnages, et surtout des dialogues. De Villiers s'engouffre dans la combine et déroule la pelote. Les répliques célèbres de la Pucelle défilent, habilement disposées. Amusez-vous à cocher la liste. Passons sur les clichés pourtant remis en cause depuis longtemps (la jeune fille candide, la rencontre de Chinon...).

Quant à l'usage de la première personne, il a pour effet de vider le texte de toute consistance, de désincarner événements et personnages. Le tout est parsemé de ce vocabulaire pseudo-médiéval - varlet, hostel, anel, estat, bastard - qui n'est pas sans nous remémorer le Christian Clavier des *Visiteurs*. Paradoxalement, l'auteur prétend de la sorte rendre à la Pucelle son humanité, la faire descendre de son vitrail... l'une des plus belles tartes à la crème de la littérature johannique.

Jeanne a inspiré de grands romans, mais ce sont des œuvres originales, car leurs au-

teurs - Joseph Delteil ou Mark Twain - ont compris qu'ils ne pouvaient trop s'approcher de la figure de Jeanne sans risquer la parodie.

Enfin, l'ouvrage est construit autour du mépris de l'entourage royal à l'égard de Jeanne. Il importe certes de souligner cet aspect central, mais l'auteur le fait de manière trop unilatérale. Car c'est bien ici qu'il voulait en venir : montrer Jeanne victime d'un pouvoir dévoyé. Ça ne vous rappelle rien ? Dernier anachronisme en date après bien d'autres, voici donc Jeanne *antisystème*. Ce roman bâti comme un scénario de sons et lumières n'est donc qu'un énième détournement, un geste réducteur drapé derrière de belles intentions (« *mettre à la portée des jeunes générations des figures emblématiques* »).

Ce n'est pas de ce discours III^e République dont on a besoin, mais d'authentique connaissance. Rappelons-le en passant, il n'y a qu'une chose à faire pour connaître Jeanne d'Arc dans sa vérité : lire le procès.

Hugues MOREAU

Philippe de Villiers - « *Le roman de Jeanne d'Arc* », Albin Michel, 11/2014, 560 pages, prix public : 22,50 €.



L'esprit des « Mercredis »

Certains de nos lecteurs sont « entrés » à la NAR en assistant à un de nos « Mercredis » parisiens, sans bien nous connaître et en nourrissant même à notre égard quelques menues appréhensions.

Plusieurs de ces visiteurs se sont étonnés de l'atmosphère qui règne chez nous le mercredi, de la qualité des invités mais aussi de la qualité du débat qui suit chaque conférence. Il leur semblait, avant d'y venir, que la NAR était un « club » assez fermé, regroupant des personnes qui toutes se connaissent et qui entretiendraient une forme d'entre-soi. Les *Mercredis de la NAR* tenant alors le milieu entre une réunion au *Jockey Club* et une tenue au *Grand Orient*.

D'où leur surprise devant la facilité qu'il y a chez nous à participer aux débats puis aux dîners qui les suivent et l'atmosphère amicale et libre qui y préside. Rappelons que, comme les « Mercredis », la NAR est ouverte à tous, librement, sans plus de contrainte que celles de la courtoisie et de la bonne intelligence. S'il s'en trouve qui hésiteraient encore, qu'ils se rassurent et n'hésitent plus à franchir la porte, le meilleur accueil leur sera réservé.

Le **Congrès annuel** de la *Nouvelle Action royaliste* se tiendra les **11 et 12 avril 2015**.

Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions.

Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou télécharger sur notre site Internet).

Les thèmes retenus pour cette année sont, **d'une part** « *L'Enseignement de l'histoire* » et, **d'autre part**, « *La Planification* ».

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 4 février : Directeur de recherches au CNRS, historien de l'islam contemporain, **Pierre-Jean Luizard** a séjourné plusieurs années dans la plupart des pays arabes du Moyen-Orient, particulièrement en Syrie, au Liban, en Irak, dans le Golfe et en Égypte où il a notamment étudié le chiisme et les expressions populaires de la religion musulmane. Il nous avait présenté les ouvrages qu'il avait consacrés à « La question irakienne » en 2003 et aux « Laïcités autoritaires en terre d'islam » en 2008.

Engendrée par les erreurs et les fautes commises par les États-Unis, l'évolution de la situation en Irak a été négligée par les médias jusqu'aux fulgurantes victoires des djihadistes de « l'État islamique ». Pierre-Jean Luizard nous permettra de comprendre les raisons de ces succès, leurs conséquences sur le Proche-Orient, de prendre la mesure des répliques militaires et politiques des États-Unis et de leurs alliés puis de réfléchir aux issues possibles d'une crise multiforme.

Jacques Renouvin, Compagnon de la Libération, enfin honoré à Tulle

À l'occasion du 70^e anniversaire des combats de la Résistance, de la Libération de la France, et de la Victoire sur la barbarie nazie, nombreuses sont les commémorations qui ont déjà été organisées et qui vont l'être, avec le souci d'en souligner la dimension plurielle dans le cadre de l'unification : dans la Résistance, par la Libération et pour la Victoire.

Un homme et une femme – un couple – ont incarné ces valeurs, **Jacques et Mireille Renouvin**. Le premier est entré dans la Résistance dès juin 1940. Devenu chef des Groupes francs du mouvement Combat, il a été arrêté à Brive le 29 janvier 1943, puis déporté à Mauthausen, où il est décédé.

Compagnon de la Libération, il a tout sacrifié, tout donné. Son épouse Mireille a été elle aussi arrêtée par la Gestapo, à Tulle, puis internée à la prison de Fresnes à cause de ses activités dans la Résistance au sein du mouvement Combat.



Samedi 24 janvier, jour anniversaire de la mort de Jacques, une cérémonie a été organisée à **11 h 30**, devant la maison sise 44 avenue du général de Gaulle, à Tulle en présence de M. Yves Juin, adjoint au maire, et de Bertrand Renouvin,

né le 15 juin 1943 à la prison de Fresnes !

Une plaque a été apposée pour rappeler l'exemplarité de ce couple à nul autre pareil. Une cérémonie hautement symbolique.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

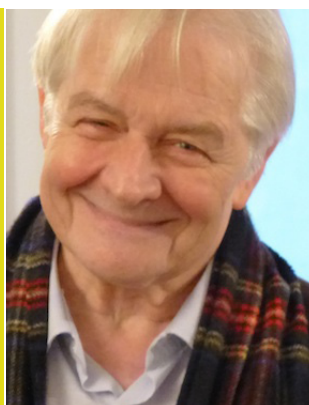
souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) () six mois (30 €) () un an (50 €) () soutien (120 €)

() abonnement annuel de soutien en PDF (50 €) () abonnement annuel en PDF (40 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte no 13 - 75012 Paris

Avec la Grèce



La victoire de Syriza le 25 janvier est d'abord la sanction de l'échec des « réformes » ultra-libérales. La Commission européenne ment lorsqu'elle affirme que la Grèce était sur le bon chemin : depuis 2009 la récession approche les - 25 % du PIB, le chômage dépasse les 26 %, l'endettement public est passé de 120 % à 172 % du PIB, l'investissement s'est effondré et le peuple grec a souffert plus que tout autre dans la zone euro. Les recettes mortifères de l'austérité étaient imposées par l'Allemagne et appliquées avec un aveuglement fanatique par la Troïka : la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et la Commission européenne doivent être tenues pour coresponsables de cette antipolitique allemande imposée, à l'allemande, par l'intimidation et la répression policière.

Face à cette catastrophe, le programme de Syriza est un minimum – qu'il s'agisse de l'annulation des deux tiers de la dette publique, de l'augmentation des bas salaires et des mesures sociales d'urgence. Mais nous savons que ce minimum vital est considéré comme inacceptable par Berlin, Francfort et Bruxelles. Au lendemain de la victoire de Syriza, l'oligarchie européiste montrait son parfait mépris pour le choix exprimé par un peuple souverain. Le président de la Banque centrale allemande exhortait Alexis Tsipras « à ne pas faire de promesses illu-

soires. » Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, affirmait que « la Grèce doit payer, ce sont les règles du jeu européen. » Des règles qui annuleraient donc la démocratie ! Le porte-parole de la chancellerie allemande appelait au respect des engagements et le ministère allemand des Finances excluait un troisième allègement de la dette tandis que Martin Schulz, président du Parlement européen qui ose se dire socialiste, poussait Alexis Tsipras au « compromis » - autrement dit à la trahison.

C'est dire que l'épreuve de force entre l'oligarchie européiste et Syriza est essentiellement politique. Premier ministre du nouveau gouvernement, Alexis Tsipras dispose d'un atout formidable : la légitimité fondée sur la volonté populaire librement exprimée. Cette légitimité lui donne le pouvoir de gouverner selon le principe de souveraineté nationale qu'il a rappelé en déclarant que la Troïka « appartenait au passé ». Et le président de Syriza s'est immédiatement donné les moyens de gouvernement en s'alliant avec les Grecs indépendants - proches de Nicolas Dupont-Aignan - plutôt qu'avec les centristes de « To Potâmi ».

La Grèce pourra-t-elle résister aux puissances qui la menacent ? Rien n'est certain mais la victoire de Syriza se produit dans un moment favorable. La zone euro est un échec puisque la monnaie unique, qui n'a pas permis la convergence des

économies nationales, est de plus en plus nettement perçue comme un mécanisme de récession économique et de régression sociale. La Banque centrale européenne, qui a annoncé le 22 janvier un vaste programme de rachat de titres afin de lutter contre le risque de déflation, s'est engagée du même coup dans une logique de renationalisation des dettes qui contredit le principe même du fonctionnement de la zone euro : les Banques centrales nationales supporteront en effet 80 % des risques liés aux achats de titres effectués.

Face à Berlin, Bruxelles et Francfort, le nouveau gouvernement grec serait plus fort s'il était soutenu par la France qui trouverait dans la victoire de Syriza une excellente occasion de réorienter l'ensemble de la politique européenne et d'en finir avec la domination allemande. Le paradoxe, cruel, est que les « socialistes » français ont soutenu la thérapie de choc en Grèce, sont acquis aux folies ultra-libérales et alignés sur Berlin.

Il faudra donc que la Grèce affronte seule les oligarchies coalisées. Nul ne peut prévoir la dynamique de cette confrontation qui peut échapper à la volonté des protagonistes si Athènes reste ferme sur ses positions et sert ainsi d'exemple, surtout en Europe, aux partis qui militent contre l'austérité. Il y a une chance de voir la crise de la zone euro se conclure par la disparition de la monnaie unique - condition première d'un nouveau développement pour les nations européennes. La Grèce se bat pour nous tous. Qu'elle ne faiblisse pas !

Bertrand RENOUVIN

Pour suivre la situation en Grèce : le blog (en français) de Panagiotis Grigoriou : <http://www.greekcrisis.fr/>, le site (en français) Okeanews : <http://www.okeanews.fr/> et le blog de Jacques Sapir : <http://russeurope.hypotheses.org/>